

Arrêté n°2025- 382 -A

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la ville de Montbrison à compter du 06/08/2025

Demande déposée le 23/06/2025

N° DP 042 147 25 00209 @

Date de transmission au représentant de l'Etat : 06/08/2025

Par :	SAS PANDA ENERGIE représentée par Monsieur YAMANI CHAKIB
Demeurant à :	434 Rue Etienne Lenoir 30900 NÎMES
Sur un terrain sis à :	12 Rue des Carrières 42600 MONTBRISON 147 AS 179
Nature des travaux :	Installation de panneaux photovoltaïques en toiture

Le Maire,

Vu la déclaration préalable présentée le 23/06/2025 par la SAS PANDA ENERGIE, représentée par Monsieur YAMANI CHAKIB,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture,
- sur un terrain situé 12 Rue des Carrières- 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023, Zone : U3,

Vu l'absence d'accord de l'Architecte des Bâtiments de France de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Loire en date du 04/07/2025,

Considérant que le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques intégrés à la toiture située dans le Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Montbrison,

Considérant l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France aux motifs que la pose de panneaux photovoltaïques à connotation industrielle, de facture standard, d'aspect noir et lisse directement apposés sur une toiture aux caractéristiques traditionnelles en tuile terre cuite, de teinte rouge, et d'aspect ondulé et ce sans aucun effort de composition et ce sur un bâtiment aux caractéristiques traditionnelles visible du domaine public n'est pas conforme au règlement du SPR qui stipule : « *Panneaux solaires thermiques et photovoltaïques domestiques, Tous secteurs – immeubles existants et nouveaux : Dans tous les cas, panneaux solaires (thermiques et photovoltaïques) doivent être considérés et traités comme des éléments d'architecture participant à la composition et à la compréhension de la construction.* »,

Considérant que l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L621-30, L621-32 et L632-2 du Code du patrimoine et des articles L425-1 et R⁴25-2 du Code de l'urbanisme,

ARRÈTE

Article Unique: La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**opposition**.
Vous ne pouvez donc pas entreprendre vos travaux.

MONTBRISON, le 05 août 2025

Pour le Maire,
Pierre CONTRINO
Adjoint Délégué



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse à ce recours gracieux (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite de ce recours*)



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de la Loire**

Dossier suivi par : RUSSIAS Jean-Marie

Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE DE CONSTRUCTION

Numéro : DP 042147 25 00209 U4201

Demandeur :

Adresse du projet : 12 Rue des Carrières 42600 MONTBRISON

SAS PANDA ENERGIE SAS PANDA

Déposé en mairie le : 23/06/2025

ENERGIE représenté(e) par Monsieur

Reçu au service le : 27/06/2025

YAMANI CHAKIB

Nature des travaux: 08131 Installation de panneaux solaires

434 RUE ETIENNE LENOIR

BP 30900

30900 NIMES

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable listé en annexe. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'étant pas conforme aux règles applicables dans ce Site Patrimonial Remarquable ou portant atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur, l'Architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) Motifs du refus :

L'immeuble, objet des travaux se situe en **Secteur S2f : Secteur Moingt Bourg du Site Patrimonial Remarquable (SPR) de MONTBRISON.**

La pose de panneaux photovoltaïques à connotation industrielle, de facture standard, d'aspect noir et lisse directement apposés sur une toiture aux caractéristiques traditionnelles en tuile terre cuite, de teinte rouge, et d'aspect ondulé et ce sans aucun effort de composition et ce sur un bâtiment aux caractéristiques traditionnelles visible du domaine public n'est pas conforme au règlement du SPR qui stipule :

Panneaux solaires thermiques et photovoltaïques domestiques Tous secteurs – immeubles existants et nouveaux

- Dans tous les cas, les panneaux solaires (thermiques et photovoltaïques) doivent être considérés et traités comme des éléments d'architecture participant à la composition et à la compréhension de la construction.

Le projet d'installation de panneaux solaire est refusé.

Ils pourront être autorisés s'ils sont dissimulés à la vue depuis les espaces publics et depuis les M.H., et s'ils sont intégrés au bâti sans être saillants par rapport au plan de toiture, et sans dépasser 30% de la surface de couverture.

(2) observations

1- L'installation de Panneaux Solaires déjà existants sur site a reçu un accord de l'architecte des Bâtiments de

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Loire - 16 Place Jean Jaurès, CS 50007, 42001 SAINT-ETIENNE Cedex 1 -
04 77 49 35 50 - udap.loire@culture.gouv.fr

France le 21/06/2011. Cet accord s'est fait au titre des abords des monuments historiques et donc antérieur à l'application de la nouvelle Servitude d'Utilité Publique qu'est le Site Patrimonial Remarquable de MONTBRISON au règlement ci dessus rappelé et applicable depuis juillet 2013.

2-Le projet est identique/similaire à deux demande antérieure :

la première DP 04214724M0195U4201 Déposée en mairie le : 02/07/2024 Reçu au service le : 02/07/2024
la seconde DP 042147 25 00043 U4201 Déposée en mairie le : 11/02/2025 Reçu au service le : 12/02/2025 :
Les deux dossiers ont recueillis un refus de l'Architecte des Bâtiments de France pour le même motif de non conformité à règlement du SPR et ce respectivement en date du 15/07/24 pour le premier et 17/02/25 pour le second.

Pour mémoire les raisons de cet avis défavorable a été expliqué/confirmé de vive voix de l'Architecte des Bâtiments de France au pétitionnaire lors de la rencontre en permanence sur la commune le 03 septembre 2024.

Fait à Saint-Etienne



Signé électroniquement
par Jean-Marie RUSSIAS
Le 04/07/2025 à 18:08

L'Architecte des Bâtiments de France
Monsieur Jean-Marie RUSSIAS

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débuter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le Préfet de région (Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne Rhône-Alpes - Le Grenier d'abondance - 6, quai Saint Vincent - 69283 Lyon cedex 01) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du Préfet de région (Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne Rhône-Alpes - Le Grenier d'abondance - 6, quai Saint Vincent - 69283 Lyon cedex 01). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

ANNEXE :

Site patrimonial remarquable de Montbrison

